

AMNESTY INTERNATIONAL

Déclaration publique

Index AI : ASA 35/002/2009 (Public)

ÉFAI

12 mars 2009

Philippines. Il faut enquêter et mettre fin aux homicides à caractère politique

Amnesty International demande instamment au gouvernement de prendre des mesures immédiates pour mettre fin aux homicides à caractère politique aux Philippines, après le meurtre de trois personnes ces trois dernières semaines. Eliezer Billanes, défenseur de l'environnement opposé aux mines et Rebelyn Pitao, enseignante et fille d'un dirigeant de la Nouvelle Armée du peuple (NPA) ont été tués lors d'épisodes séparés au cours des sept derniers jours. Des tentatives d'assassinat ont également eu lieu sur la personne de journalistes, notamment dans le Mindanao. Ernesto Rollin, présentateur du journal dans une radio locale très populaire, a été abattu et un autre journaliste, Nilo Labares, a été gravement blessé par des tirs.

Le gouvernement doit mettre en place des garanties pour protéger les défenseurs des droits humains et les journalistes qui mènent des actions légitimes. Amnesty International a, à de nombreuses reprises, appelé les autorités à prendre d'autres mesures pour obtenir de meilleurs résultats tant au niveau des enquêtes que des poursuites dans les affaires d'homicide à caractère politique. Des expertises médico-légales indépendantes devraient notamment être envisagées ainsi que la création d'un organisme chargé de superviser les enquêtes afin de s'assurer de leur impartialité.

Amnesty International salue l'engagement pris par Norberto Gonzales, conseiller à la sécurité nationale et Rodrigo Duterte, maire de Davao, d'enquêter sur le meurtre de Rebelyn Pitao. L'organisation suivra les progrès de cette enquête et de toutes les autres, qui devront être efficaces, indépendantes, impartiales et menées dans les meilleurs délais. Ce n'est qu'ainsi que l'on parviendra à mettre fin à l'impunité dont bénéficient les auteurs d'homicides à caractère politique.

Complément d'information

En 2006, sous la pression internationale, la présidente Gloria Macapagal Arroyo mettait en place la Task Force Usig (TFU), une unité spéciale de la police chargée d'enquêter sur les assassinats politiques. Une commission spéciale d'enquête, désignée sous le nom de Commission Melo, dont le mandat s'est terminé en juin 2007, était également créée pour faire des recommandations sur la politique à adopter face aux exécutions extrajudiciaires. Le bilan de la TFU en janvier 2008 s'établissait à 141 enquêtes ouvertes et 80 dossiers constitués impliquant des poursuites judiciaires. Toutefois, les enquêtes n'étant pas menées comme il se devrait, il y a eu peu de condamnations. La TFU et la Commission Melo n'ont que partiellement réussi à faire en sorte que justice soit rendue aux survivants et aux familles de victimes. Les familles parlent souvent d'irrégularités entravant le cours de la justice, d'enquêtes reportées, d'analyses mal faites des scènes de crime qui se traduisent par un manque de preuves médico-légales et de la réticence à interroger des membres de la police ou de l'armée faisant figure de suspects. À ce jour, la plupart des auteurs présumés d'assassinats de personnalités politiques ou de militants de gauche n'ont pas été traduits en justice. Les témoins dans les affaires faisant l'objet d'une enquête par les autorités sont particulièrement vulnérables aux actes d'intimidation et de représailles, qui vont parfois jusqu'à la mort. Beaucoup se sont plaints à de multiples reprises de l'absence de toute protection policière pour eux-mêmes et leurs familles et ont déclaré avoir perdu confiance dans la capacité du ministère de la Justice à assurer leur protection.